

Dr. Jens Weidmann
Président
de la Deutsche Bundesbank

Chances et défis de la crise dans la zone euro

Intervention devant la Chambre de commerce
et d'industrie franco-allemande
à Paris
le 23 mai 2013

– Seule la version orale fait foi –

Seite 1 von 16

Inhalt

1	Introduction	2
2	Les conditions préalables à une croissance durable.....	7
	2.1 Parvenir à des finances publiques solides	7
	2.2 Des mesures pour répondre aux défis démographiques.....	9
	2.3 Des réformes pour une compétitivité accrue	11
3	Le rôle de la politique monétaire.....	14
4	Conclusion	15

1 Introduction

Chère Madame l'ambassadeur Wasum-Rainer,

Mesdames, Messieurs,

Permettez-moi de vous remercier de tout cœur pour cette invitation. Je me réjouis de l'occasion que vous m'offrez de m'exprimer aujourd'hui, ici au Palais Beauharnais, qui n'est pas uniquement considéré comme la plus belle des résidences des ambassadeurs d'Allemagne et le rêve de tout diplomate.

C'est également un lieu de rencontre remarquable entre l'histoire de l'Allemagne et celle de la France. Le palais a servi, entre autres, de résidence pour les hôtes de Napoléon I^{er}, puis de siège de la légation prussienne à partir de 1818, et enfin d'ambassade d'Allemagne.

C'est aujourd'hui un témoignage parmi les plus précieux, et parmi les mieux conservés, de l'époque napoléonienne, mais c'est également le symbole de l'amitié franco-allemande sans laquelle il n'y aurait pas d'intégration européenne.

Nous célébrons cette année l'anniversaire de deux étapes importantes de cette amitié : Il y a deux semaines, une manifestation solennelle à Berlin a marqué les 25 ans d'existence du conseil économique et financier franco-allemand. Et le 22 janvier, il y a 50 ans, Charles De Gaulle et Konrad Adenauer paraphaient le traité d'amitié franco-allemande, dit Traité de l'Élysée.

De Gaulle était sceptique en ce qui concerne les amitiés entre les peuples : Il disait qu'il « n'y a pas d'amitié entre les États, seulement des alliances ». L'expérience avec la France m'a cependant convaincu du contraire.

Les clichés sont certes entretenus avec passion des deux côtés. Selon un sondage récent, les Allemands ont en France une image de sérieux, d'ardeur au travail et de parcimonie. Le poète allemand Kurt Tucholsky écrivait en 1924 que les Français étaient très en avance sur ce point par rapport aux Allemands : « C'est la légèreté qui rend la vie si agréable : de la cuisine jusqu'aux échanges de vues, les choses ont de la consistance et ne pèsent pas ».

Les chiffres témoignent cependant davantage de ressemblances que de différences : Le taux d'épargne de 16,5 % en Allemagne est certes légèrement supérieur à ce qu'il est en France, où il atteint 15,7 %. En Allemagne, les employés à plein temps travaillent effectivement un peu plus longtemps. Mais

davantage de personnes travaillent à temps partiel. La durée moyenne hebdomadaire du travail est donc globalement supérieure en France. Une majorité de la population se déclare favorable à la consolidation des finances publiques dans les deux pays : 67 % en Allemagne et jusqu'à 81 % en France.¹

À y regarder de plus près, les clichés réciproques sont probablement davantage l'expression de ce que Freud appelait « le narcissisme des petites différences ». Car la France et l'Allemagne sont beaucoup plus proches qu'on veut bien le croire.

Et c'est également le cas en ce qui concerne les attentes quant à l'apport de l'économie à la société. Malgré toutes les différences de détail, il existe en Allemagne et en France, comme dans le reste de l'Europe, un consensus fondamental sur ce qui fait le « modèle européen » : la combinaison entre l'efficacité de l'économie de marché et l'équité sociale, entre la liberté et la protection. Comme le disait Jacques Delors : « Le modèle économique européen doit se fonder sur trois principes : la concurrence qui stimule, la coopération qui renforce et la solidarité qui unit. » En Allemagne, nous appelons ce modèle l'économie sociale de marché.

Les relations entre les deux principes de la concurrence et de la solidarité ne sont jamais entièrement exempts de tensions et l'importance que leur accorde la classe politique et la population varie en fonction des époques, mais

¹ Pew Research Center's Global Attitudes Project Spring Survey 2013: The New Sick Man of Europe: the European Union

également d'un pays à l'autre. Le modèle européen a néanmoins été un succès au cours des 50 dernières années.

La crise financière et de la dette publique a pourtant fortement inquiété les populations. Elles se demandent si le modèle européen fonctionne encore et s'il est capable de garantir une croissance économique durable.

L'Europe est une union d'États souverains et la souveraineté signifie que chaque État est responsable, pour lui-même, de créer et de garantir les fondements d'une croissance durable et que c'est à lui de décider le meilleur moyen d'y parvenir.

Dans le même temps, l'Europe est également une communauté dans laquelle le bien-être et les malheurs économiques d'un État membre affectent tous les autres. L'Europe n'est forte que lorsque ses composantes sont fortes. C'est bien dans cet esprit que je comprends l'article 121 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne dans lequel il est écrit que les États membres considèrent leurs politiques économiques comme une question d'intérêt commun.

Cet intérêt commun est particulièrement marqué au sein de l'union économique et monétaire. Car lorsque les membres du directoire de la BCE et les 17 gouverneurs des banques centrales nationales se retrouvent au sein du Conseil de la BCE pour discuter de la politique monétaire commune, ils ne peuvent et ils ne doivent le faire qu'à l'aune de la stabilité des prix dans la zone euro toute entière.

C'est à chaque État membre de faire en sorte que son économie profite des chances offertes par la monnaie commune mais qu'elle soit, dans le même temps, à la hauteur des défis que pose la monnaie commune. Une monnaie solide exige, en plus d'une politique monétaire clairement orientée sur la stabilité des prix, des fondations économiques robustes dans les États membres.

C'est la raison pour laquelle, aujourd'hui à Paris, et en qualité de président de la Bundesbank, je souhaite évoquer avec vous la manière de réaliser une croissance économique durable en Europe. Karl Popper a déclaré un jour que sans liberté dans l'échange d'idées, il ne peut y avoir de liberté de pensée. Nous avons besoin des autres pour mettre nos idées à l'épreuve et juger si nos arguments tiennent la route. C'est exactement l'objectif de notre réunion aujourd'hui.

De mon point de vue, la condition préalable à une croissance durable en Europe est de relever les trois défis fondamentaux que sont : la stabilité, la démographie et la compétitivité. C'est d'eux que je souhaite parler aujourd'hui.

La baisse de confiance dans la solidité des finances publiques a entraîné l'Europe au bord du gouffre. De nombreux pays doivent s'adapter, en particulier en raison du vieillissement croissant de leur population. L'Allemagne en est un excellent exemple. Le manque de compétitivité fait que certains pays affichent une croissance inférieure à ce qui serait possible. La discussion est intense sur ce point en France également.

Afin de répondre efficacement à la crise de confiance, nous devons surmonter ces trois défis. Permettez-moi de commencer par les finances publiques.

2 Les conditions préalables à une croissance durable

2.1 Parvenir à des finances publiques solides

Tout le monde reconnaît le mérite de finances publiques solides qui permettent de garder une capacité d'action sans faire peser de charges sur les générations futures. Les positions divergent cependant sur la question du rythme auquel mener leur consolidation.

Les voix se sont faites plus nombreuses ces derniers temps, qui voient dans une politique d'économies excessives la cause du tassement de la croissance. La consolidation peut en effet freiner provisoirement la croissance. C'est incontestable.

Mais rappelons-nous que, pour les pays ayant perdu l'accès au marché des capitaux, la consolidation budgétaire n'a pas été un libre choix mais purement et simplement une nécessité. Et n'oublions pas non plus que, sans les aides européennes, les adaptations auraient été encore plus brusques et nettement plus douloureuses.

Plusieurs facteurs jouent un rôle dans l'effet modérateur de la consolidation sur la croissance. Certaines études empiriques laissent penser que les effets

négatifs sur la croissance ont tendance à être plus intenses dans les phases de faiblesse économique. D'un autre côté, les effets négatifs sur la croissance d'un niveau élevé d'endettement font l'objet d'un large consensus. C'est en particulier le cas lorsque les dettes contractées servent à financer les dépenses courantes et non l'investissement public.

Plus le niveau d'endettement est élevé, plus les investisseurs demandent un taux d'intérêt élevé pour couvrir le risque de défaut de paiement. Dans ce cas, il est décisif de renforcer la crédibilité du débiteur public, comme l'a récemment rappelé Olivier Blanchard, le chef économiste du Fonds monétaire international. Toujours remettre la consolidation à plus tard n'est pas un moyen de créer la confiance nécessaire.

Dans ce contexte, je reconnais explicitement que la France a réduit son déficit structurel d'environ 1 point par an au cours des 3 dernières années. Face aux défis auxquels nous continuons d'être confrontés dans le domaine de la politique fiscale, il me semble toutefois souhaitable de respecter les règles en vigueur sur la réduction du déficit budgétaire. La crédibilité des règles ne doit pas être remise en cause en épuisant directement la marge que donne la flexibilité dès l'apparition des premières difficultés.

Au risque de confirmer les clichés que je mentionnais au début : de mon point de vue, une trop grande flexibilité dans la politique fiscale nuit plus qu'elle ne sert. L'assouplissement des règles du pacte de stabilité et de croissance en 2005 a certainement contribué aux problèmes dans la politique fiscale contre lesquels nous luttons aujourd'hui.

2.2 Des mesures pour répondre aux défis démographiques

Mesdames, Messieurs, le vieillissement de la société requiert des changements profonds. L'exemple de l'Allemagne le montre très clairement. Si l'on ne prend pas en compte les effets migratoires, il y aura un million et demi de personnes en moins sur le marché du travail en 2020 ce qui impactera le nombre des actifs par rapport à la population totale. Ceci réduirait le potentiel de croissance annuel de presque 0,3 point.

Que peut-on faire contre cette baisse du niveau de vie ? Trois choses essentiellement : améliorer la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle, prolonger par étapes la durée de vie active, et augmenter les investissements dans l'éducation et dans la formation.

En ce qui concerne la conciliation entre la vie familiale et la vie professionnelle, ce sont les entreprises qui sont concernées au premier plan. Il est important aussi de développer une infrastructure suffisante pour la garde d'enfants. La France est en avance sur l'Allemagne sur ce point précis. En témoigne le taux d'activité professionnelle des jeunes mères, plus élevé en France qu'en Allemagne.

Une meilleure conciliation entre la vie familiale et la vie professionnelle n'est cependant pas suffisante pour préserver, et encore moins pour accroître, le niveau de vie dans une société vieillissante. Afin de maintenir constantes les cotisations retraite et d'empêcher une chute trop forte du niveau des prestations, les salariés devront partir à la retraite en moyenne un petit peu plus tard.

La retraite à 67 ans en Allemagne a été un pas important dans cette direction. Par rapport à la retraite à 65 ans, ce sont 2,7 millions de personnes en plus qui seront encore en âge de travailler en l'an 2030. Les appels à revenir en arrière sur cette réforme m'inquiètent. Car si l'espérance de vie continuait à augmenter, il faudrait alors plutôt réfléchir à aller plus loin dans le sens initié par cette réforme.

« Dès lors que l'on vit plus longtemps, on devra travailler un peu plus longtemps ». Le président Hollande a aussi insisté sur ce point la semaine dernière. Malgré une évolution démographique comparativement plus favorable, la France doit aussi relever des défis afin de maintenir son niveau de vie. Par exemple, le faible taux d'activité des personnes âgées de 60 à 64 ans n'est même pas la moitié de sa valeur en Allemagne.

Nous devons aussi continuer d'investir dans les compétences individuelles. Dans une société vieillissante, il est précisément important de développer de manière optimale le potentiel de chaque individu. Il ne faut pas laisser se développer des lacunes, dès l'enfance ou dès l'adolescence. Et il doit être possible de s'adapter à la modification de la demande sur le marché du travail en se formant toute au long de la vie. L'OCDE a récemment reconnu que l'Allemagne a progressé en termes de réussite scolaire. En Allemagne toutefois, cette dernière dépend encore très fortement du milieu socio-économique d'origine.

2.3 Des réformes pour une compétitivité accrue

Des réformes de structure dans le secteur des services peuvent également donner de nouvelles impulsions à la croissance. L'ouverture des professions réglementées est une proposition discutée régulièrement depuis l'éclosion de la crise afin d'augmenter la productivité dans les pays en difficulté. Mais il y a une nécessité d'agir ailleurs aussi. Dans le cadre d'une étude sur plusieurs pays, l'OCDE a constaté que le secteur des services en Allemagne est particulièrement réglementé.

Il existe de bonnes raisons de réglementer les professions dans les services, en particulier afin de protéger les consommateurs mais des règles trop rigides entravent l'accès au marché et finissent par supprimer toute concurrence. Des réformes dans le secteur des services pourraient libérer des forces considérables et faire progresser les investissements, la productivité et les salaires.

L'excédent de la balance courante diminuerait cependant si les réformes se concentraient sur le secteur des services non exportables. Mener des réformes de structure dans le secteur des services serait ainsi une contribution de l'Allemagne au processus d'adaptation dans la zone euro.

Mesdames, Messieurs, un contrôle politique des flux commerciaux cimenterait par contre les problèmes de l'Europe, plutôt que de les résoudre. Je le souligne particulièrement dans cette maison construite par le neveu de Jean-Baptiste Colbert. Les réformes de Colbert ont été exemplaires dans de nombreux domaines, entre autres dans la promotion de l'immigration en

provenance d'Europe. En ce qui concerne le commerce extérieur, je ne recommande pas de suivre sa recette.

Pour rendre l'Europe plus compétitive, il nous faut des réformes qui s'attaquent aux racines du problème. Outre des réformes dans le secteur des services, ce sont avant tout des réformes sur le marché du travail.

Des marchés du travail flexibles aident les entreprises à s'adapter à l'évolution rapide de l'environnement économique. C'est important, autant dans les phases de faiblesse, que pour soutenir, de manière générale, la dynamique de l'économie.

Le progrès vient souvent de jeunes PME qui portent une idée nouvelle sur le marché et qui grandissent avec elle. Le nouveau cœur artificiel de la société Carmat, entrée en Bourse en 2008, en est un exemple et confirme même un cliché : les Français ne sont-ils pas des spécialistes dans les affaires de cœur?

Malheureusement, la croissance des entreprises est entravée par des obstacles élevés dans de nombreux pays d'Europe. Dès qu'elles atteignent un seuil donné en termes d'effectifs, elles se retrouvent subitement assujetties à un nombre important de réglementations les plus diverses. Malgré les chances qui s'ouvrent sur le marché, les entreprises n'ont parfois pas intérêt à grandir.

Ces obstacles affaiblissent considérablement la dynamique de l'économie. Les supprimer, c'est renforcer la compétitivité et c'est augmenter les chances des

jeunes générations de prendre pied sur le marché du travail. Ce qui est beaucoup plus important encore.

Aujourd'hui, les marchés du travail sont souvent divisés en deux : D'un côté, ceux qui disposent d'un contrat de travail régulier et qui profitent d'un fort niveau de protection. De l'autre, ceux qui ne trouvent pas d'accès au marché du travail car les entreprises craignent d'embaucher par manque de flexibilité.

Contrairement aux pays scandinaves avec leur modèle de « Flexicurity », l'Allemagne suit une approche de flexibilité interne. L'utilisation flexible de comptes d'épargne temps permet aux employés d'accumuler un bonus de temps de travail dans les périodes de croissance ; ce bonus est alors consommé dans les périodes de repli de l'activité. On évite ainsi les licenciements.

C'est sur ce principe que reposent, par exemple, les accords d'entreprise sur les garanties d'emploi passés entre les syndicats et le patronat en Allemagne en 2004 que l'on a appelés « Accords de Pforzheim ». Le rôle constructif joué par les syndicats en Allemagne a été très important dans la reconquête de la compétitivité.

Des études montrent que ces règles expliquent en grande partie le « miracle de l'emploi » en Allemagne au cours de la récente récession.² Avec la « loi sur le marché du travail » qui vient d'être votée, la France a également fait un progrès considérable en direction de la flexibilité interne. Je suis convaincu

² Burda, M. C. und Hunt, J. (2011), "What explains the German Labor Market Miracle during the Great Recession?" NBER Working Papers, No. 17187, National Bureau of Academic Research, Inc.

que cette flexibilité renforcera à la fois les entreprises et les employés et je suis également convaincu que ces réformes envoient un signal fort : L'Europe s'attaque en profondeur aux origines de la crise.

Cependant, le renforcement de la compétitivité reste un défi important pour la France qui a perdu un septième de ses parts sur le marché mondial de 2007 à 2012. Le « pacte de compétitivité » est un pas de plus dans la bonne direction.

3 Le rôle de la politique monétaire

Permettez-moi, pour finir, d'évoquer encore le rôle des banques centrales dans la résorption de la crise. Les origines de la crise sont de nature structurelle. Résoudre la crise ne sera donc possible qu'au moyen de mesures de nature structurelle. La politique monétaire, c'est-à-dire l'eurosysteme, a déjà fait beaucoup pour juguler la crise.

L'eurosysteme a réduit les taux d'intérêt, il fournit aux banques des liquidités pratiquement sans restriction et il est intervenu sur le marché des emprunts d'État. Par ces mesures, l'eurosysteme a contribué à endiguer la crise. Vous savez bien que certaines de ces mesures ne sont pas contestées.

Mais il ne peut pas résoudre la crise, et c'est un point sur lequel nous sommes tous d'accord au sein du conseil de la BCE. En revanche, il répartit sur l'ensemble des pays de la zone euro la charge de politiques budgétaires en achetant de la dette publique de certains pays qui ont des difficultés à placer

leurs emprunts sur le marché. Seuls des parlements élus devraient décider d'une telle redistribution, pas des banques centrales indépendantes.

L'eurosysteme a permis aux gouvernements européens de gagner du temps pour résoudre la crise. Gouvernements et parlements doivent désormais utiliser ce répit qui leur est offert car le remède administré par les banques centrales n'est pas sans risques ou effets secondaires.

4 Conclusion

Mesdames, Messieurs, la croissance est la clé pour sortir de la crise. Nous sommes tous d'accord sur ce point. Mais renoncer à la consolidation budgétaire ne nous rapprochera pas de l'objectif visé. La politique monétaire ne peut pas non plus résoudre la crise.

Il faut en revanche trouver des réponses aux défis principaux auxquels fait face le modèle européen : une population vieillissante et une compétitivité insuffisante. Ces deux défis requièrent des changements profonds. Mais plus d'économie de marché ne signifie pas obligatoirement moins de sécurité, bien au contraire.

En fin de compte, non seulement les pays d'Europe sont seuls responsables de leur bonheur, mais ils décideront également du succès de l'ensemble du processus d'intégration européenne. L'Allemagne et la France portent une responsabilité particulière en raison de leur poids économique en Europe. Il en

va comme deux rameurs dans un bateau : s'ils ne rament pas en rythme, le bateau tourne en rond au lieu d'avancer.

Je vous remercie de votre attention.

* * *